Blog Semaine 41-2025

AISP/SPIA International

[www.aisp.fr](http://www.aisp.fr)

[www.aisp-spia-western-europe.eu](http://www.aisp-spia-western-europe.eu)

Fauché, mis à l'écart et sous le feu des critiques : 5 réalités surprenantes du maintien de la paix moderne de l'ONU

Introduction : Au-delà du casque bleu

L'image est iconique, presque clichée : un soldat coiffé d'un casque bleu délavé, un fusil lâchement tenu à ses côtés, se dressant comme une mince ligne de neutralité sur une route poussiéreuse. Pendant des décennies, il a été le symbole mondial de la sécurité collective – une idée simple et puissante d'une communauté mondiale intervenant pour maintenir la paix. Mais aujourd'hui, cette image est dangereusement en décalage avec une réalité bien plus complexe et brutale.

Le maintien de la paix moderne n'est plus un terrain neutre mais un terrain contesté. Il est en train de devenir un instrument d'intérêt national et une victime d'un ordre mondial fragmenté. Mises à rude épreuve par des déficits financiers sans précédent, prises dans le feu croisé des rivalités entre grandes puissances et chargées de construire la paix dans des pays vidés de leur substance par la corruption, les missions de l'ONU sont à un point de rupture. Cet article révèle cinq vérités surprenantes et percutantes sur l'état actuel des opérations de maintien de la paix de l'ONU, tirées de rapports récents et d'analyses d'experts qui brossent le tableau d'une mission en crise existentielle.

1. Les Casques bleus font face à un effondrement financier existentiel

Un grave manque de fonds oblige les Nations Unies à réduire d'un quart leurs effectifs dans 11 opérations mondiales au cours des prochains mois. Il ne s'agit pas d'un retrait stratégique basé sur le succès de la mission, mais d'une retraite désespérée et forcée. Cette décision permettra de rapatrier entre 13 000 et 14 000 soldats et policiers, ainsi que leur équipement, et affectera un grand nombre de membres du personnel civil, paralysant fondamentalement la capacité de l'ONU à opérer sur le terrain.

La source de cette crise de trésorerie est un manque de financement massif de la part de son plus grand contributeur, les États-Unis. Washington, qui représente plus de 26 % du budget du maintien de la paix, a actuellement une facture impayée de plus de 2,8 milliards de dollars. Ce déficit paralyse la capacité de l'ONU à planifier et à exécuter ses mandats, la plongeant dans un état d'incertitude financière perpétuelle.

La crise signale un retrait délibéré des États-Unis de leur rôle de longue date en tant que garant de l'architecture de sécurité mondiale. L'administration Trump a annulé unilatéralement environ 800 millions de dollars de financement futur, et le bureau du budget de la Maison-Blanche a proposé d'éliminer tout financement des missions de maintien de la paix de l'ONU d'ici 2026. Cet abandon financier menace le fondement même du maintien de la paix mondiale. Ce recul financier des puissances traditionnelles crée un vide, obligeant l'ONU à envisager de nouvelles structures de mission radicales pour les crises émergentes.

2. La prochaine grande mission pourrait être une force « apte au combat » de 60 000 hommes

Alors que les modèles traditionnels de maintien de la paix mettent à rude épreuve les pressions financières et politiques, les propositions pour une force de sécurité à Gaza pourraient constituer un nouveau modèle. Des experts militaires ont suggéré que la sécurisation du territoire après le conflit nécessiterait une « force apte au combat » pouvant aller jusqu'à 60 000 soldats, ce qui constitue un changement radical par rapport à l'empreinte généralement plus légère de nombreuses missions de l'ONU.

La composition proposée est tout aussi radicale. La force serait composée d'armées professionnelles et bien équipées de pays à majorité arabe et musulmane, avec des contributions potentielles de troupes de pays comme l'Égypte, le Maroc et l'Indonésie, tandis que les fonctions de commandement seraient gérées par des États du Golfe comme l'Arabie saoudite et les Émirats arabes unis. Cette structure est un calcul de sécurité fondamental ; elle est délibérément conçue pour être considérée comme une « force non occupante », car toute empreinte visible des nations occidentales en ferait une cible.

Les experts établissent un parallèle historique direct avec ce modèle : le succès de la mission KFOR (Kosovo Force) de l'OTAN. Lorsque la KFOR est entrée au Kosovo en 1999, elle l'a fait avec une « force de la taille d'un corps » d'environ 60 000 personnes. Depuis, la KFOR a réussi à maintenir la paix et à démilitariser l'Armée de libération du Kosovo d'origine albanaise, fournissant ainsi un modèle puissant pour une opération de stabilisation robuste et à grande échelle. Mais même avec de nouveaux modèles, les missions sur le terrain restent vulnérables aux agendas politiques des puissances mondiales, les transformant en mandataires de luttes géopolitiques plus larges.

3. Le maintien de la paix est le théâtre de jeux de pouvoir du 21e siècle

Loin d'être un terrain neutre, les efforts internationaux de maintien de la paix deviennent de plus en plus des arènes de concurrence géopolitique mondiale. Les mandats, le financement et même les listes d'invités pour des événements connexes sont maintenant des outils utilisés par les grandes puissances pour signaler des alliances et exercer une influence, souvent au détriment de la stabilité d'une mission.

Un exemple clair est la récente décision de l'Inde d'accueillir un conclave de haut niveau des chefs d'armée de plus de 30 pays contributeurs de troupes de l'ONU, tout en excluant ostensiblement le Pakistan et la Chine. Il ne s'agissait pas d'un oubli mineur ; Bien qu'ils soient respectivement les 5e et 8e plus grands contributeurs de troupes à l'ONU, leur absence souligne les relations tendues de l'Inde avec ses voisins et démontre comment les rivalités mondiales se reflètent dans la sphère du maintien de la paix.

Un cas plus complexe est celui de la mission de l'ONU en République centrafricaine (MINUSCA). Bien que « généralement considérée comme un succès relatif », la mission est stratégiquement paralysée, prise dans le feu croisé géopolitique. Elle est secouée par des pressions contradictoires : une récente « annulation de poche » des fonds de maintien de la paix par les États-Unis affirme explicitement que « la mission de la République centrafricaine s'est pleinement alignée sur la Russie », tandis que la Chine – un allié de la Russie au Conseil de sécurité – appelle simultanément la mission à adopter un « état d'esprit de transition » et à se préparer à un retrait. Cette paralysie due aux pressions extérieures est aggravée par des crises internes, où la bataille pour la paix est souvent perdue non pas à cause des soldats, mais à cause d'une culture de l'impunité qui pourrit les nations de l'intérieur.

4. Les plus grandes batailles ne sont pas toujours sur le terrain, mais contre l'impunité

Dans de nombreuses zones de conflit, l'obstacle le plus important à la paix n'est pas l'armée adverse, mais une culture de l'impunité qui alimente des cycles sans fin de violence. La crise au Soudan du Sud en est un exemple frappant. Selon une commission de l'ONU, l'escalade du conflit dans le pays est due à un profond « vide en matière de justice et de responsabilité », avec des conséquences humaines dévastatrices. Rien qu'en 2025, on estime que 300 000 Sud-Soudanais ont fui le pays, et la région accueille désormais plus de 2,5 millions de réfugiés.

La Commission identifie « la corruption à haut niveau et le détournement systématique des ressources publiques » comme l'un des principaux facteurs du conflit, privant les citoyens de leurs droits fondamentaux. Pendant des années, les victimes de crimes graves se sont vu promettre la création d'un tribunal hybride, c'est-à-dire un tribunal réunissant des juges nationaux et internationaux pour juger les crimes les plus graves, mais cette promesse n'a toujours pas été tenue. Cette incapacité à rendre justice est devenue l'un des principaux moteurs de la catastrophe humanitaire.

Le conflit n'est pas un accident de l'histoire, mais le résultat direct de l'échec d'un leadership. Comme l'a déclaré la commissaire Yasmin Sooka, il faut faire face à cette réalité si l'on veut que la paix ait une chance.

« La crise qui se déroule au Soudan du Sud est le résultat de choix délibérés faits par ses dirigeants de faire passer leurs intérêts avant ceux de leur peuple. »

Pourtant, même dans ces environnements d'échec systémique, l'engagement des soldats de la paix peut créer des moments de progrès et d'espoir.

5. Au milieu de la crise, les individus continuent d'écrire l'histoire

Malgré les immenses défis systémiques, l'histoire du maintien de la paix est aussi une histoire de courage individuel et de réalisations révolutionnaires. Ces contributions personnelles offrent un contraste puissant avec les crises politiques et financières de haut niveau, rappelant l'engagement humain au cœur de ces missions.

La surintendante adjointe de police Alison Raji Atuluk, officier du service de police du Ghana en poste à la MINUSCA, en est un exemple inspirant. Au-delà des fonctions cérémonielles, l'ASP Atuluk s'engage à encadrer et à responsabiliser les autres, en travaillant avec ses collègues pour encadrer les policières de la République centrafricaine, partager son expertise et renforcer les capacités des forces de l'ordre locales.

C'est en tant que symbole visible de ce travail plus profond de renforcement des capacités qu'elle est entrée dans l'histoire en devenant la première femme officier à commander un défilé de l'ONU en République centrafricaine. En reconnaissance de son commandement et de son leadership sans faille, elle a reçu un certificat de reconnaissance des Nations Unies. Ses actions soulignent l'impact d'un seul agent dédié.

« Le service à l'humanité ne connaît pas de frontières... Je suis fière de représenter le Ghana et de contribuer à la paix en RCA tout en autonomisant mes collègues femmes en uniforme.

Conclusion : une mission à la croisée des chemins

Les opérations de maintien de la paix de l'ONU se trouvent à un moment critique. Il est mis à rude épreuve par des crises financières qui menacent son existence même, compliqué par les rivalités de grandes puissances utilisant les missions comme un échiquier géopolitique et chargé de résoudre des conflits enracinés dans l'impunité et la corruption profondément enracinées. Le modèle traditionnel est testé de toutes parts, tandis que de nouveaux cadres plus robustes et politiquement complexes sont envisagés pour les crises futures.

Alors que le monde est confronté à de nouveaux conflits qui s'intensifient, l'emblématique Casque bleu se trouve à la croisée des chemins. La question n'est plus seulement  *de savoir si*  les Casques bleus de l'ONU peuvent faire leur travail, mais dans un monde fracturé, seront-ils même autorisés à essayer ?

Tibor Albert

Ancien Gardien de la paix de la FORPRONU

Vice-président Europe de l'Ouest AISP International

Tibor.albert.aisp@gmail.com

Merci